

Rencontrer

Valérie Masson-Delmotte
**« Certains ados en savent plus sur le climat
qu'un ministre »**

Aziliz Claquin et Marine Lamoureux



Valérie Masson-Delmotte - Photo : Franck Ferville/Vu pour La Croix L'Hebdo

Paléoclimatologue, Valérie Masson-Delmotte est en première ligne pour la lutte contre le réchauffement climatique. Malgré l'ampleur du défi, elle affirme avec espoir sa confiance en la jeune génération.

La Croix L'Hebdo : Vous êtes l'une des grandes voix de la science sur le climat. Quel est votre diagnostic ?

Valérie Masson-Delmotte : Nous vivons dans un climat altéré, perturbé par les activités humaines. Nos modes de vie, qui exigent un recours massif aux énergies fossiles, ont créé une rupture. Quoi que l'on fasse, le climat va continuer à changer. Il faut s'y préparer, car le changement que nous avons inscrit dans l'atmosphère est irréversible pour plusieurs siècles, en raison d'une inertie dans le cycle du carbone. Ainsi, ce qui va conditionner l'avenir, c'est la somme des émissions de CO₂ passées, présentes et futures. Si l'on agit maintenant pour diminuer nos rejets de dioxyde de carbone, cela donnera plus de marge de manœuvre aux jeunes générations. Dans le cas contraire, elles subiront un climat plus altéré encore.

Nos sociétés ne semblent pas mesurer le défi...

V. M.-D. : Partout dans le monde, une prise de conscience est à l'œuvre. Je suis frappée de voir comment les entreprises, les villes et les citoyens prennent en compte les enjeux climatiques. Ce qui importe n'est pas, d'ailleurs, le constat scientifique, mais le vécu des gens. Certains événements marquent les esprits : quand il fait 46 °C dans le sud de la France, comme l'été dernier, ou 42 °C à Paris... Il y a vingt ans, l'image du changement climatique, c'étaient les ours polaires, les générations futures, des choses lointaines. Aujourd'hui, on me demande : « *Comment*

refroidir le corps de mon nouveau-né dans mon appartement à Paris ? » Dans le Gard, des viticulteurs voient leurs vignes comme passées au lance-flammes. Il y a aussi ces images d'incendies hors de contrôle en Australie. Tout cela ramène le climat à l'échelle des gens, ils perçoivent les changements à l'œuvre. La difficulté vient plutôt des décideurs, qui ont du mal à les appréhender... Pas tous, mais une grande partie d'entre eux.

Certains leaders politiques vont jusqu'à nier l'ampleur et les causes du dérèglement climatique, comme Donald Trump ou le Brésilien Jair Bolsonaro. Comment expliquez-vous la persistance du « climatoscepticisme » ?

V. M.-D. : Dans un certain nombre de pays anglo-saxons – et au Brésil désormais –, les marchands de doute ont joué un rôle déterminant, notamment pour défendre le secteur des énergies fossiles. Dès les années 1960, par exemple, Exxon disposait de toute l'expertise nécessaire pour appréhender les enjeux climatiques. Mais elle a financé des mercenaires pour semer le doute, en s'appuyant sur les médias, qui mettent en scène différents points de vue. La science, ça ne marche pas comme ça. Il y a des éléments factuels, qui ne relèvent pas d'opinions. Ces entreprises ont instrumentalisé le débat démocratique pour propager le doute, dans le but de gagner du temps sur la réglementation environnementale. Ce fut aussi le cas dans d'autres secteurs, comme l'agro-industrie ou l'immobilier. Les investisseurs qui ont placé beaucoup d'argent dans des zones désormais exposées à la montée du niveau des mers ont intérêt à ce que les risques soient ignorés.

Ces pratiques se poursuivent-elles aujourd'hui?

V. M.-D. : Sous une forme plus subtile. Les semeurs de doute disent: *«Nous sommes conscients que le climat change sous l'effet des activités humaines, mais la population mondiale a besoin d'une énergie bon marché. Des pays ont besoin de se développer, de vivre mieux.»* Ils affirment qu'il vaut mieux favoriser la résilience des sociétés au changement climatique, plutôt que de baisser les émissions de gaz à effet de serre. Ce discours a été récemment tenu devant moi par la personne chargée du climat chez Exxon. Elle faisait la tournée des capitales européennes, avec beaucoup d'événements prévus, y compris à la Commission européenne. Le discours évolue mais reste très cynique, servant des intérêts à court terme. Cela fonctionne encore car les enjeux sont complexes, et les transformations à mener sans précédent. Nous avons connu deux siècles de développement économique et de progrès social grâce à une énergie abondante et bon marché. On sait désormais que cette énergie modifie profondément les conditions de vie sur Terre.

Qu'est-ce que cela implique pour les entreprises polluantes ?

V. M.-D. : Certains acteurs économiques ne parviennent pas à renouveler leur modèle, sont parfois aux abois et font tout pour freiner la prise de conscience en jouant sur le fatalisme ou l'indifférence. C'est d'autant plus compliqué qu'il faut conjuguer la lutte pour le climat et la protection de la biodiversité. Pour éviter de réduire leurs émissions, certaines entreprises essaient de trouver des palliatifs. Elles mettent par exemple en avant des mesures de «compensation», qui consistent à utiliser des terres pour stocker du carbone. Mais quel est l'impact pour la biodiversité et la sécurité alimentaire? Il faut aborder ces deux défis en même temps. Autre exemple: Total a mis en place une stratégie climat, pour être en conformité avec l'accord de Paris. L'entreprise mise sur une meilleure efficacité dans ses chaînes de traitement des combustibles et la performance de ses produits. Mais en éludant la question de fond: elle continue de produire, de vendre davantage... Or l'enjeu, c'est une baisse des émissions nettes, et ce n'est pas encore intégré. Le pourcentage d'investissements d'avenir –pour l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables–

reste marginal dans ce type de groupes, comparé aux investissements consacrés à la recherche de nouveaux gisements fossiles. L'exemple de Siemens est aussi très parlant.

Vous faites référence à la récente controverse sur ses activités en Australie?

V. M.-D. : Oui. L'entreprise allemande a été prise à partie là-bas car elle s'apprête à fournir des systèmes de signalisation pour des trains destinés à l'exploitation d'une immense mine de charbon aux portes de la grande barrière de corail. Une mine dont l'exploitation entraînera un cumul d'émissions gigantesque... Et quelle a été la réponse du PDG? Assurer que Siemens maîtrise son empreinte carbone, mais sans prendre en compte les émissions indirectes, induites par des activités comme cette mine de charbon. Le résultat est alors très différent...

Vous êtes engagée de longue date dans le débat public. Vous aviez notamment lancé, en 2010, un appel de 600 chercheurs contre les thèses défendues par Claude Allègre. C'est votre mission de scientifique ?

V. M.-D. : J'ai le sentiment que c'est un devoir, une manière de rendre à la société ce qu'elle m'a apporté. Être chercheur est une chance formidable ! On est payé pour un travail passionnant, notamment en recherche fondamentale – en ce qui me concerne, la compréhension des climats passés. Participer à des conférences ou des rencontres en milieu scolaire est très enrichissant, c'est un échange plutôt qu'une transmission de connaissances. Je ne pourrais pas rester dans ma bulle, dans un monde feutré, à écrire des articles scientifiques en laissant la société se débrouiller. La science doit avoir une place dans la vie de la cité. Sa voix s'est affaiblie, alors que beaucoup de gens aspirent à mieux comprendre. La télévision publique lui accorde si peu de place ! On ne se donne pas les moyens de créer une culture générale scientifique. Et quelle place accorde-t-on à la science dans le cursus des cadres de la fonction publique, ou dans la formation des décideurs ? Très réduite ! Alors qu'ils en auront besoin pour aborder les enjeux de santé publique, de gestion des milieux naturels, de climat... Je l'ai expérimenté dans le village de l'Essonne où j'ai été conseillère municipale. Il faut être en mesure de s'appropriier les données scientifiques dans de multiples domaines : la qualité de l'air, de l'eau, l'incinération des déchets...

Dans vos vœux pour 2020, qui prennent la forme d'une lettre à un(e) jeune, vous n'êtes pas tendre avec les décideurs...

V. M.-D. : De fait, certains adolescents en savent plus que le premier ministre de leur pays ou le maire de leur ville. J'ai vu des lycéens lire le « rapport 1,5 °C » du Giec. Un texte en anglais, technique, aride... Ils sont arrivés avec plein de questions ! Mais je n'ai rencontré qu'un maire l'ayant lu, et essayant de faire le lien avec ses actions locales : celui de Grenoble (*l'écologiste Éric Piolle, NDLR*). Ces compétences sont décisives pour aborder le monde qui se dessine. Pour la plupart des gens, ce qui se passe est assez flou...

Lorsque je pose des questions simples sur l'effet de serre à mes étudiants de première année, les réponses restent vagues. Parce qu'à l'école et jusqu'après le bac, on a du mal, en France, à construire des compétences sur le climat et la biodiversité. Résultat : chacun se sent démuni. Comment faire des choix de société si on ne sait pas précisément ce qui émet des gaz à effet de serre ? Nous allons devoir faire des choix éclairés face aux aléas climatiques. Il faut des repères ! Au XIX^e siècle, les compétences en biologie ont permis de comprendre d'où venaient les contaminations, et de s'en protéger. On est passé par l'éducation pour améliorer la santé publique.

Que pensez-vous des thèses sur l'effondrement, souvent regroupées sous le terme de « collapsologie » ?

V. M.-D. : La collapsologie n'est pas une science, ça n'existe pas. Ce discours s'appuie parfois sur des éléments scientifiques, mais il est surtout adossé à un projet politique de transformation de la société. En France, où ces thèses rencontrent un écho plus grand qu'ailleurs, je crois que cela s'inscrit dans une défiance vis-à-vis des institutions, et un certain mal-être face à l'incapacité à se réinventer. Mais le risque, avec cette idée d'effondrement, c'est le repli sur soi. Il y a là une vraie contradiction. Car si on veut vraiment lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, on a besoin de changements à grande échelle : réorienter la finance, favoriser la mobilité douce, transformer les villes, agir massivement dans le secteur de l'énergie... Cela implique une gouvernance, un projet structurant, et je ne suis pas sûre que ce soit porté par la vision de l'effondrement.

L'inertie de nos sociétés peut sembler désespérante. Où trouvez-vous de l'espoir ?

V. M.-D. : Je suis au-delà de l'espoir ou de l'optimisme. J'ai travaillé sur moi pour prendre de la distance et comprendre ce que je peux faire, à ma place et dans le temps que j'ai. On ne peut pas changer le monde seul, ni forcer ceux qui n'ont pas envie d'entendre. Ce qui importe pour moi, c'est d'être lucide et responsable. J'essaie d'aligner mes choix personnels avec cette prise de conscience. Cela évite de se sentir impuissant ou de culpabiliser. Je fais, par exemple, tous les ans le bilan carbone de ma famille grâce à l'outil MicMac, pour identifier nos gros postes d'émissions de gaz à effet de serre, et ce sur quoi on veut agir. Je suis devenue végétarienne, j'achète en circuits courts, etc.

Identifiez-vous des signaux positifs ?

V. M.-D. : Des solutions technologiques se sont multipliées pour l'efficacité énergétique, pour décarboner les transports... Je viens travailler sur le plateau de Saclay à vélo électrique, parce qu'il y a un gros dénivelé. Des solutions sont disponibles mais on a besoin qu'elles changent d'échelle. J'observe aussi l'implication des acteurs de terrain dans les villes du monde entier. Dans les pays pauvres, riches, émergents, les villes sont aux premières loges pour élaborer la façon d'affronter des événements météorologiques extrêmes... Autre signal positif : le mouvement des ingénieurs dans différents secteurs d'activité. Les étudiants, notamment, demandent à acquérir des compétences et cherchent des employeurs pour les porter. C'est un mouvement profond mais peu médiatisé de jeunes qui veulent apporter concrètement, sans idéologie, des réponses aux défis. J'observe aussi que l'on s'engage vers une finance plus responsable sous la pression des gouvernements, de l'opinion publique ou de certains actionnaires.

Le monde scientifique interroge-t-il aussi ses pratiques ?

V. M.-D. : Actuellement, j'interpelle les institutions de la recherche sur leur stratégie face au changement climatique. Comme scientifiques, on est les premiers à avoir eu connaissance des enjeux, mais il n'y a pas vraiment de démarche pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre de notre domaine. On pourrait réfléchir à la rénovation du parc de bâtiments, aux déplacements en avion, aux campagnes de terrain... Comment faire en sorte que graduellement, on puisse faire notre part ?

Le collectif Labos 1point5, mis en place par des chercheurs, partage des publications sur l'empreinte carbone d'une thèse ou d'un projet de recherche, et réfléchit sur les façons de la

diminuer. Hier encore, on m'a invitée à un colloque aux États-Unis. Une tonne de CO₂ pour 30 minutes de présentation ? J'ai refusé et proposé une visioconférence. C'est une solution performante, qui fait gagner du temps, de l'argent... mais elle est souvent refusée. Il y a des émissions de gaz à effet de serre que je ne peux pas éviter, par exemple celles liées aux réunions du Giec. Alors je mesure, je rends public, et je compense. Comme mon université ne me permet pas de compenser, je le fais à titre personnel, sur des projets de reboisement en France. Je passe par Reforest'Action, je suis allée voir ce qu'ils font, c'est sérieux. Ce n'est pas un truc à l'autre bout du globe, où on va accaparer des terres et mettre des eucalyptus où il ne faudrait pas.

Vous tentez personnellement d'être cohérente, mais il y a tant de secteurs qui ne bougent pas !

V. M.-D. : Les transports sont l'un des postes importants d'émissions de gaz à effet de serre en France. Les émissions des voitures individuelles ne baissent plus, parce qu'on vend de plus en plus de SUV. Quand on choisit son véhicule, il y a des considérations de sécurité et d'image de réussite sociale, mais on ne sait pas forcément ce que ça implique pour les émissions de gaz à effet de serre. Il faut le faire savoir, et peut-être ridiculiser les publicités qui abusent des images d'environnement pour vendre des véhicules qui sont des gouffres énergétiques, à la production et à l'utilisation.

Avez-vous des moments de découragement ?

V. M.-D. : Je n'ai jamais eu envie de baisser les bras. Mais j'ai eu des moments de tristesse par rapport à des changements environnementaux. Il y a eu, quand j'étais enfant, les marées noires en Bretagne. Quand on creusait dans le sable, on trouvait du pétrole. Il est resté longtemps sur les rochers de la Côte de Granit rose. En vacances, ce moment où on découvre l'émerveillement d'être dehors, la plage était devenue hostile. J'ai aussi vu reculer les glaciers des Alpes. À dix ans d'écart, c'est sidérant ! Les carottes de glace sont un outil pour remonter dans le temps. Le glacier disparaît du paysage, et on perd aussi cette mémoire du climat. J'ai vu comment, en Australie, la barrière de corail a été dévastée. Et, dans mon petit jardin de l'Essonne, sur les dix dernières années, on constate l'effondrement des populations d'oiseaux communs. Ces moments sont d'une tristesse profonde.

L'autre face de cette tristesse, c'est votre capacité d'émerveillement face à la nature.

V. M.-D. : Mes parents étaient enseignants. On faisait du camping dans les Vosges, en Bretagne, dans les Alpes... Je passais plein de temps dehors, à rêver. J'ai une fascination pour les nuages, que je trouve magnifiques. En plus, dans mon domaine de recherche, ils sont très importants.

Cet émerveillement a-t-il été fondateur dans le choix de votre métier ?

V. M.-D. : Oui, ainsi que la lecture de magazines de vulgarisation scientifique quand j'étais lycéenne. J'étais émerveillée par les progrès des connaissances, l'observation de la Terre depuis l'espace, les travaux dans les carottes de glace, la modélisation du climat...

Vous êtes d'ailleurs très impliquée vis-à-vis de la jeunesse...

V. M.-D. : J'ai deux filles de 18 et 21 ans, ça aide à être impliquée ! En 2050, mes enfants auront l'âge que j'ai aujourd'hui. C'est demain ! Le changement climatique, on se le transmet de génération en génération. Il faut armer les plus jeunes parce qu'ils vont y faire face toute leur vie.

Cette génération grandit avec la perte de biodiversité, le changement climatique... Ils se construisent avec ça.

Vous dites qu'il faut les armer, c'est un mot fort !

V. M.-D. : Oui, et il faut aussi leur faire confiance. Y compris dans les cadres professionnel ou politique. On doit leur donner des compétences, mais aussi une voix.

Vos filles sont bien placées pour savoir que le climat va changer. Vous en parlez beaucoup avec elles ?

V. M.-D. : Quand elles étaient petites, je les emmenais parfois quand j'intervenais dans des médiathèques, des réunions publiques... Jusqu'au collège, elles avaient beaucoup de questions. À l'adolescence, elles ont pris de la distance. J'ai vu la pression de la société de consommation, les enjeux autour de l'apparence, des marques...

Aujourd'hui, on trouve beaucoup de points d'intersection. Mon aînée a choisi de travailler sur le droit de l'environnement. C'est chouette, parce que j'apprends de ses compétences. La plus jeune, qui commence des études de biologie et mathématiques, est dans l'alignement complet : zéro achat, zéro déchet, zéro souffrance animale. Il y a un côté plus radical. Plus cohérent, aussi. Elle nous pousse à changer. C'est intéressant. Mais pas toujours facile, parce qu'en décalage avec la plupart de ses camarades.

Récemment, elle m'a expliqué avoir vécu des épisodes de dépression quand elle a pris conscience de la destruction de la biodiversité. Elle les a traversés seule, sans nous en parler, et c'est pour ça que j'insiste sur l'enseignement. C'est important de former des adultes référents sur les questions d'environnement, pour ne pas laisser les jeunes seuls avec les réseaux sociaux et tout ce qu'ils véhiculent d'alarmiste. Et proposer un espace où l'on puisse échanger et explorer des projets pour faire sa part.

Que pensez-vous de la figure de Greta Thunberg ?

V. M.-D. : J'ai vu Greta Thunberg pour la première fois à la COP24, en Pologne. J'y étais pour présenter le « rapport 1,5 °C » du Giec. L'Arabie saoudite a coulé l'utilisation de ce rapport dans le cadre des négociations internationales sur le climat. Dans cette espèce de théâtre, où chacun joue son rôle, Greta Thunberg est arrivée avec une voix différente, une réflexion très lucide.

Elle m'a fait penser au *Discours de la servitude volontaire*, que j'avais étudié au lycée. La Boétie l'a écrit à 18 ans, avec la même lucidité sur la société. Il se demandait pourquoi on accepte un roi qui ne gouverne pas pour l'intérêt commun. Greta Thunberg posait la même question sur les énergies fossiles. Pourquoi, finalement, autant de servitude volontaire ? J'étais frappée aussi par le fait qu'elle incarne le contraire de « sois belle et tais-toi ».

Elle revendique d'être elle-même, différente, et, en étant ainsi, elle dérange profondément. Elle dérange ceux qui ne veulent pas accorder de place à la voix de la jeunesse et ceux qui ont une vision patriarcale des femmes. Elle a agi comme un excellent révélateur du mépris de certains hommes âgés pour les jeunes femmes, et elle a catalysé l'expression d'un climatocépticisme larvé qui trouvait quelque chose à critiquer. Ils n'ont pas pu critiquer les rapports du Giec, alors ils ont critiqué Greta Thunberg. Elle montre aussi l'aspiration de jeunes de pays très différents à un mouvement collectif. Mais je ne sais pas comment elle fait pour tenir avec la pression médiatique qu'elle subit. C'est extrêmement préoccupant à observer. C'est peut-être le prix à payer pour être le visage d'un mouvement.

Est-ce que les COP restent une enceinte incontournable, malgré leurs défauts ?

V. M.-D. : Oui. On a toujours besoin d'une coordination internationale. Mais les COP, c'est lourd, et par le principe du consensus politique, quelques pays seulement peuvent torpiller ce qui est construit par les autres. Donc les COP ne peuvent pas suffire. On a besoin d'une action dans chaque ville, chaque branche professionnelle, chaque région, chaque pays. Il y a besoin de mise en œuvre à toutes les échelles.

Quels seraient vos trois vœux pour la décennie qui s'ouvre ?

V. M.-D. : Du courage, de l'action et de la solidarité.



Valérie Masson-Delmotte - Photo : Franck Ferville/Vu pour La Croix L'Hebdo

Pourquoi elle

Vous ne la connaissez peut-être pas, mais Valérie Masson-Delmotte est une personnalité incontournable sur la question du changement climatique. Cheville ouvrière du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) depuis plus de dix ans, cette paléoclimatologue se tient avec des scientifiques du monde entier au chevet de notre planète déboussolée. La prestigieuse revue Nature l'a nommée parmi les dix scientifiques qui ont marqué le monde en 2018, pour sa contribution au rapport spécial du Giec évaluant les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C. Plus d'un an après, les transitions radicales espérées se font toujours attendre, et l'urgence climatique ne s'est pas imposée en tête de tous les agendas. Pas de quoi décourager cette brillante chercheuse, qui ne rechigne jamais à quitter son laboratoire pour aller parler de l'effet de serre dans les écoles, les bibliothèques ou les mairies. On la savait rigoureuse et pointue, on la découvre passionnée, accessible et engagée. Rencontre à Saclay (Essonne) avec une scientifique de haut vol solidement ancrée dans notre société.